



Arrondissement de Philippeville



IMIO012565000001375

Notaires G. GIGOT & A. DECUIR
Allée du 125ème Régiment d'Infanterie, 4
5650 WALCOURT

Objet:**Référence courrier :** S2709 - 1.777.81/07-2023/TAR/HA**Agent traitant :** Hélène ARNOULD Cadre de vie Tél: 071/61.06.16 helene.arnould@walcourt.be

Maîtres,

En réponse à votre demande d'informations datée du **22/06/2023** relative à un bien sis à **5651 TARCIENTNE, rue des Peupliers, 29** et cadastré **11^{ème} Division, section A n° 207S** et appartenant nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées à l'article D.IV.99 du Code du Développement Territorial (CoDT) :

- Le bien en cause :
 1. est situé en **zone d'habitat** (+ *carte d'affectation des sols/périmètre/tracé/mesures d'aménagement/prescriptions supplémentaires*) au plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN adopté par Arrêté Royal du 24 avril 1980 + prescriptions applicables pour le bien (articles D.II.24 et suivants du Code) ;
 2. **n'est pas** situé dans l'avant-projet de plan du tracé et du périmètre de réservation associé de la E420 – N5 au sud de Charleroi suivant l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 29/10/2015 (M.B. du 06/11/2015) décidant de réviser les plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvain ;
 3. est soumis, pour des raisons de localisation, à l'application d'un guide régional d'urbanisme :
 - « RGBSR » : Plateau Limoneux Hennuyer/Condroz ;
 - « RGBZPU » : Périmètre protégé de Thy le Château (A.M. du 29/09/2004 modifié par A.M. du 30/08/2006) / de Walcourt (A.E. du 28/07/1986 modifié par A.M. du 30/08/2006) ;
 - « RGBPMR » : Règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite (PMR) ;
 - Règlement en matière d'isolation thermique et ventilation des bâtiments (Décret du 28/11/2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments) ;
 - Enseignes et dispositifs de publicité ;
 4. **n'est pas** situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où un guide communal d'urbanisme (anciennement RCU) est applicable ;
 5. **n'est pas** situé dans le périmètre d'un schéma d'orientation local – SOL (anciennement PCA et RUE) ;
 6. **n'est pas** situé dans le périmètre d'un schéma de développement communal (anciennement SSC) ;
 7. est situé en **zone de régime d'assainissement collectif** au P.A.S.H. (Plan d'assainissement par Sous bassin Hydrographique) ;
- Le bien en cause a fait l'objet des permis d'urbanisme n° 183/12/93 délivré le 29/11/1993 et 79/12/94 délivré le 26/05/1994, tous deux en vue de la construction d'une habitation ;
- Le bien en cause a fait l'objet d'un permis de lotir délivré le 03/03/1975 ;
- Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans ;
- Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun permis d'environnement ou permis d'exploiter ;
- Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun permis de location ;
- Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun plan de division ;

A notre connaissance, le bien **n'est pas** soumis au droit de préemption ou repris dans les limites d'un plan d'expropriation (+ selon le cas, désignation des bénéficiaires du droit de préemption ou du pouvoir expropriant/date de l'arrêté du Gouvernement correspondant) ;

- le bien :
 - a) **n'est pas** situé dans un périmètre de site à réaménager, de réhabilitation paysagère et environnementale, de remembrement urbain, de revitalisation urbaine ou de rénovation urbaine visés respectivement aux articles D.V.1, D.V.7, D.V.9, D.V.12 ou D.V.13 du Code ;
 - b) **n'est pas** inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193 du Code wallon du patrimoine ;
 - c) **n'est pas** classé en application de l'article 196 du Code wallon du patrimoine ;
 - d) **n'est pas** situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code wallon du patrimoine ;
 - e) **n'est pas** concerné par la carte archéologique ;
 - f) **BDES** (Banque de Données de l'État des Sols) : le bien **n'est pas** une parcelle pour laquelle des démarches de gestion des sols ont été réalisées ou sont à prévoir – (Art12 §2 et 3 du décret) – le bien **n'est pas** une parcelle concernée par des informations de nature strictement indicative ne menant à aucune obligation – (Art 12 §4 du décret) ;
 - g) **n'est pas** repris dans l'Inventaire du patrimoine immobilier culturel ;
- **n'est pas** exposé à un risque d'accident majeur, à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs ;
- **n'est pas** situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée ;
- **n'est pas** situé dans une réserve forestière ;
- **n'est pas** situé dans un site Natura 2000 ;
- **ne comporte pas** une cavité souterraine d'intérêt scientifique ou une zone humide d'intérêt biologique, au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4° ;
- **n'a pas** une présence de carrières souterraines, une présence potentielle d'anciens puits de mines, une présence de minières de fer, une présence de karst ;
- **n'est pas** repris dans un PIP (Périmètre d'Intérêt Paysager ADESA) ;
- **n'est pas** repris dans le plan relatif à l'habitat permanent ;
- **n'est pas** situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau ;
- En vertu du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale, le bien est situé à l'angle du chemin communal, anciennement vicinal n° 1 et d'un chemin dont le fonds est privé mais dont l'usage est public. Le bien n'est pas longé/traversé par un sentier communal repris à l'atlas des chemins ;
- **n'est pas** situé le long d'une voirie régionale gérée par le SPW – DGO1 (anciennement le MET) ;
- à notre connaissance, le bien **n'est pas** frappé d'une servitude de non aedificandi ou d'un alignement résultant de normes techniques routières ;
- nous n'avons pas connaissance d'infraction constatée concernant ce bien ;
- **n'est pas** grevé d'une emprise souterraine de canalisation de produits gazeux ou autres ;
- le bien n'est ni traversé, ni longé par un cours d'eau repris à l'atlas des cours d'eau ;
- le bien est situé dans une zone à risque d'aléa d'inondation **élevé par ruissellement** au vu de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 mars 2021 adoptant les cartes des risques d'inondation de la partie wallonne des districts hydrographiques internationaux de la Meuse, de l'Escaut, de la Seine et du Rhin ;
- le bien est situé dans une zone à risque **élevé** d'inondation par ruissellement et/ou de coulée boueuse apparaissant suite à la concentration naturelle des eaux de ruissellement de surface et ce, au vu de la cartographie LIDAXES ;
- le bien est situé à moins de 20m d'axes de ruissellement concentré **faible et élevé**.

Afin que les actes notariés puissent être passés sans retard et pour respecter le délai prévu à l'article R.IV.105-1, il nous est impossible de vous fournir les renseignements prévus à l'article D.IV.97, 7° du CoDT relatifs à l'équipement de la voirie concernée en matière d'eau et d'électricité. Nous vous invitons à prendre contact avec les Intercommunales concernées. (INASEP – Rue de l'Hôpital, 6 5600 PHILIPPEVILLE ou SWDE, Square René Magritte 20 à 6010 COUILLET (pour PRY, CLERMONT) – IDEG Place Albert 1^{er}, 19 5000 NAMUR).

Nous vous invitons à communiquer les présents renseignements aux candidats acquéreurs.

Par le Collège,

Le Directeur général,

C. GOBLET



La Bourgmestre,

Ch. POULIN